

*Le budget—M. R. Guay*

seulement pour un, deux ou trois ans, mais pour construire un pays qui soit vraiment à la mesure du monde actuel.

Monsieur l'Orateur, je me plais très souvent à attaquer les journalistes. Comme je le disais l'autre jour, lorsque je prenais part à un débat où nous avons discuté les crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce, nous effrayons les hommes d'affaires et les industriels. Lorsque l'on entend dire—l'autre jour j'avais l'occasion de répondre au député de Prince Edward-Hastings (M. Hees)—que tout va mal ici, tout va mal dans le pays. Il n'y a rien qui peut être fait au point de vue des industries, et de l'aide que nous pouvons apporter. A mon avis ceci est complètement faux. L'homme d'affaires moyen d'une petite paroisse dans nos circonscriptions, qui est commerçant, manufacturier ou autre, que pense-t-il lorsqu'il entend parler de ces choses ou lorsqu'il voit les rapports dans les journaux: Tout va mal? Alors il n'ira pas questionner le ministère de l'Industrie et du Commerce. Il n'ira même pas au ministère de l'Expansion économique régionale. Il a écouté parler les gens de l'opposition. Depuis deux ou trois ans, monsieur l'Orateur, on entend critiquer le programme d'assurance-chômage. Moi-même j'ai eu l'occasion de prendre part au débat où nous avons discuté l'établissement de la nouvelle loi. Nous nous sommes aperçus qu'il y avait des choses que nous devons changer et dans ce budget nous annonçons qu'il y a des changements.

Aucun Canadien, monsieur l'Orateur, sauf ceux qui sont allés se procurer un exemplaire du budget à Information Canada, ne sait que présentement il y a au moins sept amendements qui sont proposés à la loi sur l'assurance-chômage pour la rendre plus flexible et plus apte à répondre aux besoins des chômeurs d'aujourd'hui.

Monsieur l'Orateur, je veux bien en tant que député critiquer mais je crois que le rôle d'un député à la Chambre, non seulement du côté du pouvoir mais du côté de l'opposition, est d'être un critique pour ses commettants et pour les Canadiens en général. Il se doit d'être un informateur.

Le budget n'est pas connu dans le public. Nous avons entendu uniquement des discours sur l'énergie. Il y a d'autres sujets. Prenons le logement. On n'en parle pas de cela. Prenons le milliard qui a été coupé dans le domaine des dépenses gouvernementales pour être réinvesti dans d'autres secteurs qui en avaient un besoin plus pressant. Prenons le domaine des programmes PIL. Je parlais de la jeunesse tout à l'heure. Il y a des crédits qui sont prévus. Nous allons augmenter les crédits. Nous allons modifier certains projets dans le domaine de l'habitation publique, certains HLM ou autres choses. Le public ne le sait pas. C'est cela qui est vraiment malheureux. Je ne veux pas dire que je suis le seul député à vouloir informer la population canadienne, loin de là.

Mais je trouve qu'il n'y a pas assez de députés, et surtout du côté de l'opposition, qui jouent vraiment le rôle pour lequel ils ont été élus, non pas celui d'essayer de détruire un parti politique qu'il soit libéral, néo-démocrate, créditiste ou conservateur progressiste, mais bien de venir ici pour établir des politiques visant le mieux-être de tous les Canadiens.

Monsieur l'Orateur, lorsqu'on regarde ce qui se passe dans la société, on se demande si c'est pas un peu—et je pense qu'aujourd'hui plus que jamais il faut réfléchir là-dessus—si tous les malaises dont souffre la société ne sont le résultat d'un manque d'information, si ces malaises n'existent pas justement à cause des hommes publics qui ne jouent pas le rôle qu'ils devraient jouer à l'intérieur de la société.

● (1600)

Je vais peut-être loin dans les affirmations que je fais, mais je pense, monsieur l'Orateur, que si nous voulons jouer notre rôle, et là-dessus j'approuve ce que disaient l'autre jour le député de Bellechasse (M. Lambert) et plusieurs autres députés, il importe de parler quelque peu justement des travaux de la Chambre. Si l'on veut être des informateurs, bien il nous faut avoir le temps, monsieur l'Orateur, d'aller dans nos circonscriptions rencontrer nos électeurs. Et je pense qu'au nom de plusieurs députés de ce côté-ci de la Chambre, je vais essayer de dire tout haut ce que plusieurs pensent tout bas.

Si l'on considère que nous avons commencé cette session il y a plus de 10 mois, nous en sommes presque à la mi-juillet, et nous sommes encore ici. Si l'on considère aussi ce qui s'est passé durant la présente session, nous avons tenu des débats de plusieurs semaines, soit ici à la Chambre, soit aux comités, débats qui se sont éternisés sur des questions que je ne jugeais pas de première importance. Puis on en arrive aujourd'hui vers l'ajournement de la session avec des projets de lois qu'on voudrait passer à toute vapeur. Je voudrais, monsieur l'Orateur, faire une suggestion, et je pense qu'elle serait acceptée par plusieurs députés, c'est que nous devrions d'abord établir un système à date fixe pour la session, comme on l'a suggéré à plusieurs reprises. Au fait, je sais que de ce côté-ci, du côté du parti au pouvoir, nous sommes à faire plusieurs travaux, et je voudrais proposer qu'on fasse le discours du trône à date fixe, de même que l'ajournement.

Mais lorsque l'on fait le discours du trône, le gouvernement avec les leaders de la Chambre, et je dis les leaders de tous les partis, devraient immédiatement déposer tous les projets de lois que nous aurions à discuter durant cette session. S'il y en a 50, il y en aura 50; s'il y en a 60, il y en aura 60. Et immédiatement, le leader du gouvernement, avec les leaders des autres partis de l'opposition, devraient s'entendre pour fixer d'abord nos priorités et limiter les débats sur chacun de ces projets de lois. Ainsi, au tout début d'une session, il y a moins d'emballement, les gens sont plus reposés, sont plus sereins, et qu'on limite les débats. Qu'il y ait un projet de loi sur l'énergie, c'est très bien. Qu'on prenne 15 ou 20 jours de cette session, mais qu'on n'aille pas prendre 40 ou 60 jours, et puis en arriver à un projet de loi aussi important, et être obligé de le passer à toute vapeur.

Alors, c'est cela, monsieur l'Orateur, que je suggère. Et comme cela, nous pourrions aller dans nos circonscriptions, nous pourrions nous aussi au mois de juillet être en vacances, comme plusieurs Canadiens, dans le domaine de la construction, dans le domaine des chantiers maritimes, sont présentement en vacance, comme nos enfants sont aussi en vacance. Et je le vois de plus en plus de ce côté-ci de la Chambre comme de l'autre côté, qu'il y a de jeunes députés. Nous avons de jeunes enfants qui ne nous voient pas. Pour ma part, monsieur l'Orateur, lorsque je regarde cela—je me demande si je ferai une farce qui sera prise—mes enfants en sont rendus à m'appeler «mon oncle», tellement je suis peu souvent chez nous. Mais je pense qu'il nous faut avoir un contact non seulement avec notre famille, ce qui est bien normal, mais aussi avec nos électeurs.

Lorsque je parlais tout à l'heure d'aller informer nos électeurs, cela nous donnerait beaucoup plus de temps pour aller dans nos circonscriptions, aller informer la population d'une façon très sereine, d'une façon très détendue pour leur dire: Voici, il y a des choses. Nous venons vous rencontrer, nous venons discuter de certains